



SIÈGES ÉDITORIAUX



Syndicat  
des imprimeries  
parisiennes

IMPRESSION



DISTRIBUTION

# MOBILISONS-NOUS POUR DIRE NON À L'AUSTERITÉ ET OUI À L'EMPLOI

A l'appel de la Fédération européenne de l'industrie, le 9 octobre représente une journée européenne d'action pour le développement de l'industrie et de l'emploi.

Pour la CGT, il n'y a pas de développement économique possible dans un désert d'emploi et avec l'austérité proposée par le traité européen qui conduirait à 300 000 chômeurs de plus en France en 2013.

C'est tout l'enjeu de la négociation interprofessionnelle sur la sécurisation de l'emploi qui débutera en octobre et sur laquelle la participation massive des salariés le 9 octobre pèsera. L'industrie structure l'activité économique

Un emploi dans l'industrie génère 3 à 5 emplois dans les services et la sous-traitance qui permettent, par la consommation des salariés, d'alimenter l'économie, donc le développement industriel et l'emploi. La perte de l'industrie alimente donc les suppressions d'emplois directs et indirects.

Il faut des droits nouveaux aux salariés pour :

- des droits suspensifs lors de licenciement et contraindre les entreprises à des alternatives à ceux-ci ;
- intervenir et conditionner toutes aides publiques aux politiques salariales et d'emplois ;
- stopper les suppressions d'emplois et créer de nouveaux postes dans la fonction publique et les services publics ;
- une représentation des salariés à tous les niveaux de décision pour contrebalancer le pouvoir des actionnaires.

## Extraits de l'intervention de Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT

« On parle déjà de 300 000 chômeurs supplémentaires d'ici à dix-huit mois, c'est-à-dire plus de dépenses sociales et moins de recettes fiscales. Parallèlement, un chantage éhonté à l'emploi, aux délocalisations, voire à la mort de grands groupes, est développé par le patronat qui entend obtenir, du fait de la crise, des décisions sur le terrain de la flexibilité et du « coût du travail ». Cette campagne cherche à exploiter l'inquiétude légitime des salariés dont plus d'un sur deux « craint d'être victime du processus de déclassement social »...

« ... En matraquant ce qui serait une solution miracle, le patronat cherche à faire oublier l'essentiel : les banques et les grands groupes peuvent afficher des bénéfices importants et des trésoreries florissantes, alors que la désintégration des filières industrielles, le chômage et la précarisation se poursuivent en Europe.

Le gouvernement met à l'étude différents scénarios en écho à la revendication du Medef, au nom de la compétitivité, pour transférer une partie des cotisations sociales sur la CSG ou d'autres assiettes. Vingt, trente ou quarante milliards représentant une part du salaire socialisé versée par les entreprises seraient à la charge des ménages consommateurs ou contribuables.

« ...Le syndicalisme, en France, comme dans les différents pays européens, est sur le pont, il sera dans les rues de plusieurs villes de France le 9 octobre pour l'emploi et l'avenir de nos industries. »

**RDV LE 9 OCTOBRE À 13H30**  
**Angle av. des Gobelins/Place d'Italie**